

EVIDENCE

OTTAWA, Tuesday, November 29, 2022

The Standing Senate Committee on Indigenous Peoples met with videoconference this day at 9:01 a.m. [ET] to examine the federal government's constitutional, treaty, political and legal responsibilities to First Nations, Inuit and Métis peoples and any other subject concerning Indigenous Peoples.

Senator Brian Francis (Chair) in the chair.

[*English*]

The Chair: Honourable senators, I'd like to begin by acknowledging that we are gathered on the traditional unceded territory of the Algonquin Anishinaabe people, and express gratitude for their role as the past, present and future caretakers of this land.

I am Mi'kmaq Senator Brian Francis from Epekwitk, also known as Prince Edward Island, and I am the Chair of the Committee on Indigenous Peoples.

Before we begin our meeting, I would like to ask everyone in the room to please refrain from leaning in too close to the microphone or remove your earpiece when doing so. This will avoid any sound feedback that could negatively impact the committee staff in the room.

I'd now like to ask committee members in attendance to introduce themselves by stating their name and province or territory. Let's start on my left.

Senator Christmas: Good morning, everyone. I'm Daniel Christmas from the Membertou community of Nova Scotia.

Senator Hartling: Good morning. I'm Senator Nancy Hartling from Riverview, New Brunswick.

Senator LaBoucane-Benson: Good morning. Senator Patti LaBoucane-Benson, Treaty 6 territory, Alberta.

Senator Tannas: Scott Tannas from Alberta.

Senator Coyle: Mary Coyle from Antigonish, Nova Scotia.

The Chair: Thank you, senators. Welcome. Today we will resume our briefings from officials to discuss their work and priorities with the committee with the goal of informing and guiding our future work.

I'd now like to introduce our witness. With us virtually today we have Melanie Omeniho, President of Les Femmes Michif Otipemisiwak, or LFMO. President Omeniho will provide

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le mardi 29 novembre 2022

Le Comité sénatorial permanent des peuples autochtones se réunit aujourd'hui, à 9 h 1 (HE), avec vidéoconférence, pour étudier les responsabilités constitutionnelles, politiques et juridiques et les obligations découlant des traités du gouvernement fédéral envers les Premières Nations, les Inuits et les Métis et tout autre sujet concernant les peuples autochtones.

Le sénateur Brian Francis (président) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

Le président : Honorables sénateurs et sénatrices, pour commencer, j'aimerais reconnaître que nous sommes réunis sur le territoire traditionnel non cédé du peuple algonquin anishinabe et exprimer ma gratitude pour son rôle en tant que gardien passé, présent et futur de ce territoire.

Je suis Brian Francis, sénateur micmac d'Epekwitk, aussi connu sous le nom d'Île-du-Prince-Édouard, et président du Comité des peuples autochtones.

Avant de commencer notre réunion, j'aimerais demander à tout le monde dans la salle de bien vouloir s'abstenir de se pencher trop proche du microphone ou d'enlever son casque d'écoute pour ce faire. Cela évitera toute boucle de rétroaction qui pourrait nuire au personnel du comité dans la salle.

J'aimerais inviter les membres du comité présents à se présenter en commençant par leur nom et leur province ou territoire. Commençons à ma gauche.

Le sénateur Christmas : Bonjour à tous. Je suis Daniel Christmas, de la collectivité de Membertou de la Nouvelle-Écosse.

La sénatrice Hartling : Bonjour. Je suis la sénatrice Nancy Hartling de Riverview, au Nouveau-Brunswick.

La sénatrice LaBoucane-Benson : Bonjour. Sénatrice Patti LaBoucane-Benson, territoire du Traité n° 6, Alberta.

Le sénateur Tannas : Scott Tannas, de l'Alberta.

La sénatrice Coyle : Mary Coyle d'Antigonish, en Nouvelle-Écosse.

Le président : Merci, sénateurs et sénatrices. Bienvenue. Aujourd'hui, nous reprenons les séances d'information des fonctionnaires pour discuter de leur travail et de leurs priorités avec le comité dans le but d'étayer et d'orienter notre travail futur.

J'aimerais maintenant présenter notre témoin. Nous accueillons aujourd'hui virtuellement Melanie Omeniho, présidente de Les Femmes Michif Otipemisiwak, ou LFMO.

opening remarks of approximately five minutes which will be followed by a question-and-answer session of approximately five minutes per senator. I now invite President Omeniho to give her opening remarks.

Melanie Omeniho, President, Les Femmes Michif Otipemisiwak: Good morning, everyone. My name is Melanie Omeniho. The organization I represent is Les Femmes Michif Otipemisiwak, which is “Women of the Métis Nation.” I’m joining you today from Edmonton, which is situated in Treaty 6 territory in the homeland of the Métis people.

I would like to recognize that we are the voice of Métis women from across the Métis Nation motherland, and, as a mandated voice of the Métis Nation, we play a significant role in enhancing the social, cultural, economic and environmental health and well-being of Métis people, with a specific focus on women or people who identify as female.

We strive to ensure that Métis women from across the motherland are safe, respected, connected and empowered, and have the capacity to work with Canadian and Métis governments, agencies and organizations to help create the conditions for healthy, vibrant and productive communities throughout the Métis Nation.

Our board of directors provides committed leadership and support from a strength-based perspective. We work within the Métis Nation governance structures alongside with the Métis National Council and all of its governing members to represent the interests and promote leadership of Métis women at the local, provincial, national and international levels. We implement our vision and mandate through the national advocacy for culturally relevant policies, programs and services to improve the lives and well-being of Métis women, children, families and communities. We apply a Métis-first, gendered, intersectional lens that defines equality and equity from a Métis world view considering historical Métis women’s roles and acknowledging that culture and gender are inseparable.

LFMO undertakes many projects and initiatives each year addressing a broad range of issues. Priorities are identified through consultations with grassroots Métis women throughout the year and as new issues and opportunities arise.

Just last week, we brought together over 200 Métis women from across the Métis Nation from all provinces — from British Columbia to Ontario — and we received direction for several

Mme Omeniho présentera une déclaration liminaire d’environ cinq minutes, qui sera suivie par une séance de questions et de réponses d’environ cinq minutes par sénateur. J’invite maintenant la présidente Omeniho à présenter sa déclaration liminaire.

Melanie Omeniho, présidente, Les Femmes Michif Otipemisiwak : Bonjour à tous. Je m’appelle Melanie Omeniho. L’organisation que je représente s’appelle Les Femmes Michif Otipemisiwak, ce qui signifie « Les femmes de la nation métisse ». Je me joins à vous aujourd’hui depuis Edmonton, qui se trouve sur le territoire visé par le Traité n° 6 dans la patrie du peuple métis.

J’aimerais reconnaître que nous sommes la voix des femmes métisses de l’ensemble de la mère patrie de la nation métisse et, en tant que voix mandatée de la nation métisse, nous jouons un rôle important pour favoriser la santé sociale, culturelle, économique et environnementale ainsi que le bien-être des personnes métisses, en nous concentrant tout particulièrement sur les femmes ou les personnes qui se désignent en tant que telles.

Nous nous efforçons de faire en sorte que les femmes métisses de l’ensemble de la mère patrie soient en sécurité, respectées, connectées et habilitées et qu’elles aient la capacité de travailler auprès des organisations, des organismes et des gouvernements canadien et métis afin d’aider à créer les conditions de communautés saines, dynamiques et productives dans l’ensemble de la nation métisse.

Notre conseil d’administration fournit un leadership et un soutien engagés dans une perspective axée sur la force. Nous travaillons au sein des structures de gouvernance de la nation métisse, de concert avec le Ralliement national des Métis et tous ses membres dirigeants, afin de représenter les intérêts et de promouvoir le leadership des femmes métisses aux échelons local, provincial, national et international. Nous mettons en œuvre notre vision et notre mandat en défendant, à l’échelle nationale, des politiques, des programmes et des services culturellement pertinents afin d’améliorer la vie et le bien-être des femmes, des enfants, des familles et des communautés métisses. Nous appliquons une optique métisse, sexospécifique et intersectionnelle qui définit l’égalité et l’équité à partir d’une vision du monde métisse, en tenant compte des rôles historiques des femmes métisses et en reconnaissant que la culture et le sexe sont indissociables.

LFMO entreprend chaque année un grand nombre de projets et d’initiatives portant sur un large éventail de questions. Les priorités sont cernées par l’intermédiaire de consultations avec les femmes métisses de la base tout au long de l’année et à mesure que de nouvelles questions et occasions se présentent.

Pas plus tard que la semaine dernière, nous avons réuni plus de 200 femmes métisses de toutes les provinces — de la Colombie-Britannique à l’Ontario — et nous avons reçu des directives

policy areas such as housing, environment, climate change, missing and murdered Indigenous women, gender-based violence, gender-based analysis, Indigenous early learning and childcare and Métis women's health among many other important topics.

LFMO has initiated a report about Métis women's perspectives that contains several significant recommendations to reduce racism that's experienced within health care. Health has become one of the major priorities that we deal with.

One of the most important means to reduce racism in health care is education about Métis people. This needs to first occur in health training institutes, and must continue throughout the work of practitioners. The training can't occur in any cookie-cutter fashion but must instead be developed and delivered by Métis people. We must raise awareness of the unique circumstances and vulnerabilities of Métis seniors and elders.

We must also promote Métis women's health through public health prevention, promotion and messaging, including the right to informed consent in health care settings. LFMO advocates for increased mental wellness supports for Métis women across the motherland, incorporating culturally relevant, trauma-informed, strength-based approaches from the community and the regional programs and services.

We sit on the Indigenous Advisory Circle through Indigenous Services Canada, and LFMO advocates for the right for Métis women to sexual and reproductive health care that is easily accessible and culturally safe, with the right to free, prior and informed consent about their own reproductive health care ensuring that it is respected and protected by all health care providers.

The next priority that we have is missing and murdered Indigenous women, girls and 2SLGBTQQIA+ Métis people. LFMO works tirelessly to raise awareness of the unique circumstances and vulnerabilities of Métis women. We must press to ensure that gender-based violence and abuse are significant physical and mental health priorities.

In conjunction with the Métis National Council and the Métis Nation governing members, LFMO has penned a national, Métis-specific action plan to end missing and murdered Indigenous women, girls and 2SLGBTQQIA+ people. The action plan consists of 62 calls for change, or Calls to Miskotahâ. These calls are grouped into six threads that must be undertaken to ensure a whole-of-government approach to ending missing and murdered Indigenous women. These threads include gathering and evaluating data, relationship building, service planning and

concernant plusieurs domaines politiques comme le logement, l'environnement, le changement climatique, les femmes autochtones disparues et assassinées, la violence sexospécifique, l'analyse comparative entre les sexes, l'apprentissage et la garde des jeunes enfants autochtones et la santé des femmes métisses, parmi de nombreux autres sujets importants.

LFMO a entrepris un rapport au sujet des perspectives des femmes métisses qui contient plusieurs recommandations importantes visant à réduire le racisme vécu dans les soins de santé. La santé est devenue l'une des grandes priorités dont nous nous occupons.

L'un des moyens les plus importants pour réduire le racisme dans les soins de santé est l'éducation au sujet des personnes métisses. Cela doit d'abord se produire dans les instituts de formation en santé et doit se poursuivre tout au long du travail des praticiens. La formation ne peut pas se faire à l'emporte-pièce, mais doit plutôt être élaborée et dispensée par des Métis. Nous devons sensibiliser les gens aux circonstances uniques et aux vulnérabilités des aînés et des personnes âgées métis.

Nous devons également promouvoir la santé des femmes métisses au moyen de la prévention, de la promotion et de la communication en matière de santé publique, y compris le droit au consentement éclairé dans les établissements de soins de santé. LFMO milite en faveur d'un soutien accru au bien-être mental des femmes métisses dans toute la mère patrie, en intégrant des approches pertinentes sur le plan culturel, qui tiennent compte des traumatismes et sont fondées sur les forces de la communauté et des programmes et services régionaux.

Nous siégeons au Cercle consultatif autochtone par l'entremise de Services aux Autochtones Canada, et LFMO défend le droit des femmes métisses à des soins de santé sexuelle et reproductive facilement accessibles et culturellement sûrs, ainsi que le droit au consentement libre, préalable et éclairé sur leurs propres soins de santé reproductive, en veillant à ce qu'ils soient respectés et protégés par tous les fournisseurs de soins de santé.

Notre prochaine priorité concerne les femmes, les filles et les personnes métisses 2SLGBTQQIA+ autochtones disparues et assassinées. LFMO travaille sans relâche pour sensibiliser les gens aux circonstances uniques et aux vulnérabilités des femmes métisses. Nous devons faire pression pour que la violence et les mauvais traitements fondés sur le sexe soient des priorités importantes en matière de santé physique et mentale.

En collaboration avec le Ralliement national des Métis et les membres dirigeants de la nation métisse, LFMO a rédigé un plan d'action national propre aux Métis afin de mettre fin aux disparitions et aux meurtres de femmes, de filles et de personnes 2SLGBTQQIA+ autochtones. Le plan d'action consiste en 62 appels au changement, ou appels à miskotahâ. Ces appels sont regroupés en six fils qui doivent être abordés afin que l'on puisse garantir une approche pangouvernementale pour mettre fin aux disparitions et aux meurtres de femmes autochtones. Ces fils

delivery, child and family services, healing and wellness, justice and policing.

One of the important approaches is to ensure that navigational supports exist to ensure Métis people interacting with all the systems are undertaken and can make decisions based on their own well-being. This includes in health care, child and family services, justice and policing. There is simply not one approach to ending this tragedy. The threads symbolize the connections, strength, resilience and support of Métis women, children and 2SLGBTQQIA+ people in the face of ongoing violence and the threats to their existence.

The next priority that we have is Métis women's leadership. Les Femmes Michif Otipemisiwak strives to provide support and leadership to create the conditions for strong Métis women's participation throughout the Métis Nation. Traditionally and historically, Métis women were equals in Métis culture. We come from an egalitarian society. LFMO strives to empower Métis women to reclaim their traditional roles within our nation.

As traditional knowledge holders and keepers of the water and lands, Les Femmes Michif Otipemisiwak prioritizes knowledge transfer between Métis women leaders and youth. Our goal is to build confidence within Métis women to encourage their leadership within their families, their work lives, within the communities and the entire Métis Nation.

Les Femmes Michif Otipemisiwak has developed a distinction-based, gender-sensitive, youth-centric curriculum for Métis youth and young adults based on leadership skills, job-readiness and employment training. This program is called Reach for the Sky. Working together with Métis subject matter experts and Métis-specific gender-based analysis plus, or GBA+, analysis experts, the Métis curriculum developers and educators for this program envision Métis youth of the 21st century in more post-secondary education programs, in secure, upwardly mobile employment positions and in leadership roles within their communities, Canada and beyond.

We need to create safe spaces for Métis women and people who are vulnerable. More and more, Les Femmes Michif Otipemisiwak has been asked to represent the voice of gender-diverse 2SLGBTQQIA+ people, and our mandate is to represent the voices of Métis women. We recognize we could not adequately express the views, perspectives and experiences of 2SLGBTQQIA+ people. What we could do is create a safe space for gender-diverse people to come together to discuss priorities,

comptent la collecte et l'évaluation de données, l'établissement de relations, la planification et la prestation des services, les services à l'enfance et à la famille, la guérison et le bien-être, ainsi que la justice et le maintien de l'ordre.

L'une des approches importantes consiste à s'assurer que des aides à la navigation existent pour que les Métis qui interagissent avec tous les systèmes puissent prendre des décisions fondées sur leur propre bien-être. Cela comprend les soins de santé, les services à l'enfance et à la famille, la justice et les services de police. Il n'y a pas une seule approche pour mettre fin à cette tragédie. Les fils symbolisent les liens, la force, la résilience et le soutien des femmes, des enfants et des personnes 2ELGBTQQIA+ métisses face à la violence continue et aux menaces qui pèsent sur leur existence.

Notre prochaine priorité est le leadership des femmes métisses. Les Femmes Michif Otipemisiwak s'efforcent de fournir du soutien et du leadership afin de créer les conditions propices à une forte participation des femmes métisses dans l'ensemble de la nation métisse. Traditionnellement et historiquement, les femmes métisses étaient égales dans la culture métisse. Nous venons d'une société égalitaire. LFMO s'efforce de donner aux femmes métisses les moyens de reprendre leurs rôles traditionnels au sein de notre nation.

En tant que détentrices du savoir traditionnel et gardiennes de l'eau et des terres, Les Femmes Michif Otipemisiwak accordent la priorité au transfert de connaissances entre les dirigeantes métisses et les jeunes. Notre objectif est de renforcer la confiance chez les femmes métisses afin d'encourager leur leadership au sein de leur famille, de leur vie professionnelle, au sein des collectivités et de l'ensemble de la nation métisse.

Les Femmes Michif Otipemisiwak a élaboré un programme d'études fondé sur les distinctions, sensible aux différences entre les sexes et axé sur la jeunesse à l'intention des jeunes et des jeunes adultes métis et fondé sur les compétences, la préparation à l'emploi et la formation à l'emploi. Ce programme s'appelle Reach for the Sky. En collaboration avec des experts en la matière métis et des spécialistes de l'analyse comparative entre les sexes plus, ou ACS+, propre aux Métis, les concepteurs de programmes d'étude métis et les éducateurs de ce programme envisagent les jeunes Métis du XXI^e siècle dans un plus grand nombre de programmes d'étude postsecondaire, dans des postes d'emploi sûrs et à mobilité ascendante et dans des rôles de leadership au sein de leur collectivité, au Canada et ailleurs.

Nous devons créer des espaces sûrs pour les femmes métisses et les personnes vulnérables. De plus en plus, on demande à Les Femmes Michif Otipemisiwak de représenter la voix des personnes 2ELGBTQQIA+ de diverses identités de genre, et notre mandat est de représenter la voix des femmes métisses. Nous reconnaissons que nous ne pouvons pas exprimer adéquatement les points de vue, les perspectives et les expériences des personnes 2ELGBTQQIA+. Ce que nous

based on their experience. We host a “show your pride” engagement circle to begin to provide voices for gender-diverse people, and our vision is that the “show your pride” group will begin to organize into an independent national voice for Métis 2SLGBTQQIA+ people.

Given the time constraints of this presentation, it is difficult to prioritize just four areas to demonstrate our work. We encourage you to visit our website to view our full range of activities and engagements.

Thank you, *meegwetch*.

The Chair: *Wela'lin*.

Before we go to questions, I wish to remind everyone in the room to please refrain from leaning in too close to the microphone, or remove your earpiece when doing so.

I'll start with an opening question. In your view, are there priority topics that could be studied by the Standing Senate Committee on Indigenous Peoples? If so, could you explain what your top priorities would be?

Ms. Omeniho: My top priority would be in the development of an oversight committee to ensure that the work that government has committed to in order to help effect change for missing and murdered Indigenous women and girls is implemented.

The Chair: Thank you for that.

Senator Christmas: Thank you, Ms. Omeniho. I want to thank you for outlining for the committee the four priorities of LFMO.

I'm interested in asking you about your second priority. You mentioned that your organization produced a report on missing and murdered Indigenous women and girls, and that you had produced a document that outlines 62 calls for change. You mentioned further that you began to outline or at least discuss the topics of the six threads of your report.

Given that you didn't have a whole lot of time to elaborate, could you walk us through those six threads more deeply? Could you elaborate and expand upon your and your organization's views on what that action plan is about in terms of missing and murdered Indigenous women and girls?

Ms. Omeniho: I will happily expand on that. Thank you for the opportunity.

pourrions faire, c'est créer un espace sûr où les personnes de diverses identités de genre peuvent se réunir afin de discuter des priorités, en fonction de leur expérience. Nous organisons un cercle de mobilisation « montrez votre fierté » pour commencer à offrir une voix aux personnes de diverses identités de genre, et notre vision est que le groupe « montrez votre fierté » commencera à s'organiser pour devenir une voix nationale indépendante pour les Métis 2SLGBTQQIA+.

Compte tenu des contraintes de temps de l'exposé, il est difficile de privilégier seulement quatre domaines pour démontrer notre travail. Nous vous encourageons à visiter notre site Web pour voir notre gamme complète d'activités et d'engagements.

Merci, *meegwetch*.

Le président : *Wela'lin*.

Avant de passer aux questions, je tiens à rappeler à toutes les personnes présentes de ne pas se pencher trop près du microphone ou de retirer leur oreillette si elles le font.

Je vais commencer par une première question. Selon vous, y a-t-il des sujets prioritaires qui pourraient être étudiés par le Comité sénatorial permanent des peuples autochtones? Dans l'affirmative, pourriez-vous expliquer quelles seraient vos principales priorités?

Mme Omeniho : Ma principale priorité serait la formation d'un comité de surveillance visant à s'assurer que le travail que le gouvernement s'est engagé à faire afin d'apporter des changements pour les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées soit mis en œuvre.

Le président : Je vous remercie.

Le sénateur Christmas : Merci, madame Omeniho. Je tiens à vous remercier d'avoir décrit pour le comité les quatre priorités de LFMO.

J'aimerais vous poser une question sur votre deuxième priorité. Vous avez mentionné que votre organisation a produit un rapport sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées et que vous avez produit un document qui décrit 62 appels au changement. Vous avez également mentionné que vous avez commencé à décrire les sujets des six fils de votre rapport, ou à tout le moins, à en discuter.

Étant donné que vous n'avez pas eu beaucoup de temps pour élaborer, pourriez-vous nous expliquer plus en détail ces six fils? Pourriez-vous nous en dire davantage sur votre point de vue et sur celui de votre organisation en ce qui concerne le plan d'action touchant les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées?

Mme Omeniho : Je serais heureuse de le faire. Je vous remercie de m'en fournir l'occasion.

We developed what we called Weaving Miskotahâ, which is similar to weaving the sashes, which often represent and are an icon of the Métis Nation. In those threads, we were gathering and evaluating data, which was a very important part. We've been doing the work around missing and murdered Indigenous women and girls. Very often people have skewed data and not had data as to what's happened. How many women are missing? How many women have been murdered? How many crimes have been solved? Those numbers don't exist. We need data to help us. Without data, we can't determine how to make change.

For example, we know that many of these women have been involved in the criminal justice system. We know many of them have had significant issues around the child welfare system. If we were able to identify where the triggers and vulnerabilities are, we could build on policies and programs that are going to help us effect change so that we have fewer missing and murdered Indigenous women and girls.

We believe that relationship building, building relationships with government and building the understanding that we need — no one can effect change or make a difference alone. We have to work collectively. These aren't just one group's problems; this is Canada's problem. We believe in relationships to help us resolve that.

Regarding service planning and delivery, there are very few programs that are effectively working with vulnerable Indigenous women and Métis women at a community level. The programs are kind of a patchwork, and we need to have effective programs so people know where to find the doors to find supports. If somebody's children go missing, they don't even know how to begin the process of trying to address that and hopefully rescue their children from things like human trafficking. We need to make sure the services planning and delivery are better.

Child and family services are not much different than some of the issues that residential schools and the Sixties Scoop have brought forward. We are trying to, through Bill C-92, deal with some of that, but at a community level, things are not happening fast enough.

For the families and people who have been impacted, we need to develop healing and wellness programs to help support them and try to bring an end to the intergenerational trauma.

Until we fix the justice and the policing systems of this country, things will not get better.

Nous avons créé ce que nous appelons Weaving Miskotahâ, qui est semblable au tissage des ceintures, qui représentent souvent la nation métisse et en sont une icône. Dans ces fils, nous recueillons et évaluons des données, ce qui était une partie très importante. Nous avons travaillé sur la question des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées. Très souvent, les gens déforment les données et ne disposent pas de données sur ce qui s'est passé. Combien de femmes sont portées disparues? Combien de femmes ont été assassinées? Combien de crimes ont été résolus? Ces chiffres n'existent pas. Nous avons besoin de plus de données pour nous aider. Sans données, nous ne pouvons pas déterminer comment changer les choses.

Par exemple, nous savons que bon nombre de ces femmes ont eu des débâcles avec le système de justice pénale. Nous savons qu'un grand nombre d'entre elles ont eu des problèmes importants avec le système de protection de l'enfance. Si nous étions en mesure de cerner les éléments déclencheurs et les vulnérabilités, nous pourrions élaborer des politiques et des programmes qui nous aideraient à apporter des changements afin de réduire le nombre de femmes et de filles autochtones disparues ou assassinées.

Nous pensons que l'établissement de relations, l'établissement de relations avec le gouvernement et l'établissement de la compréhension dont nous avons besoin... Personne ne peut effectuer un changement ou changer les choses seul. Nous devons travailler collectivement. Ce ne sont pas les problèmes d'un seul groupe; c'est le problème du Canada. Nous croyons que les relations peuvent nous aider à résoudre ce problème.

En ce qui concerne la planification et la prestation de services, très peu de programmes fonctionnent effectivement avec les femmes autochtones et les femmes métisses vulnérables à l'échelle communautaire. Les programmes sont un peu disparates, et nous avons besoin de programmes efficaces pour que les gens sachent où trouver de l'aide. Si les enfants de quelqu'un disparaissent, ils ne savent même pas comment amorcer le processus pour essayer de régler le problème et, espérons-le, sauver leurs enfants de choses comme la traite des personnes. Nous devons nous assurer que la planification et la prestation des services sont meilleures.

Les services à l'enfance et à la famille ne sont pas très différents de certaines des questions que les pensionnats et la rafle des années 1960 ont soulevées. Nous essayons, par l'intermédiaire du projet de loi C-92, de régler certains de ces problèmes, mais à l'échelle communautaire, les choses ne vont pas assez vite.

Pour les familles et les gens qui ont été touchés, nous devons élaborer des programmes de guérison et de bien-être pour les aider et tenter de mettre fin au traumatisme intergénérationnel.

Tant que nous n'aurons pas réparé les systèmes de justice et de maintien de l'ordre au Canada, la situation ne s'améliorera pas.

I know that's a large mandate. I know that it's not going to be easily fixed. These institutions have been around for a very long time, and many of them are quite militant. It's going to take a lot of work to effectively change policies and laws that will make sure that women are not always a vulnerable population within them.

Senator Christmas: Thank you, Ms. Omeniho.

Senator LaBoucane-Benson: It is nice to see you, Ms. Omeniho.

You mentioned that you are undertaking a trauma-informed approach. Could you help the committee better understand what that means from a Métis woman's perspective?

Ms. Omeniho: When we take a trauma-informed approach, we try to realize that it takes the whole of the community to help support and understand the issues that go on. Many times for Métis women — because they are unique and different than First Nations, Inuit or non-Indigenous people — they need to have a community that understands where they come from. When we're working on trauma-informed initiatives, we're basing it on the fact that we understand where some of the trauma has been, we understand where the triggers have been and we build programs to help remove those things from the population we're working with.

We also help educate other service agencies and organizations that are working with our community on the various levels of trauma that have been experienced and help them build an understanding of where we've come from, historically, so they have a better understanding of where some of those intergenerational traumas come from.

We continue to try to bring those forward to help build the healing programs that are necessary to change where things are going.

Senator LaBoucane-Benson: Thank you.

Senator Coyle: Thank you so much, President Omeniho. Thank you also for supporting us in the Senate with the beautiful masks that we received some time ago. They were gorgeous. I'm happy to have the occasion to thank you here now.

I was just at COP 27 and I was extremely impressed by the quality of the people from the Métis Nation, particularly the women, Les Femmes Michif Otipemisiwak, who were there and their contributions to that important climate conference. I believe the climate conference happened just before your forum. Am I correct?

Ms. Omeniho: Yes.

Je sais que c'est un vaste mandat. Je sais que ce ne sera pas facile à régler. Ces institutions existent depuis très longtemps, et bon nombre d'entre elles sont très militantes. Il faudra beaucoup de travail pour modifier efficacement les politiques et les lois afin que les femmes ne soient pas toujours une population vulnérable au sein de ces institutions.

Le sénateur Christmas : Merci, madame Omeniho.

La sénatrice LaBoucane-Benson : Je suis heureuse de vous voir, madame Omeniho.

Vous avez mentionné que vous adoptez une approche axée sur les traumatismes. Pourriez-vous aider le comité à mieux comprendre ce que cela signifie du point de vue d'une femme métisse?

Mme Omeniho : Lorsque nous adoptons une approche axée sur les traumatismes, nous essayons de nous rendre compte qu'il faut l'ensemble de la collectivité pour offrir du soutien et comprendre les problèmes qui se posent. Souvent, les femmes métisses — parce qu'elles sont uniques et différentes des Premières Nations, des Inuits ou des non-Autochtones — ont besoin d'une communauté qui comprend leur situation. Lorsque nous travaillons sur des initiatives axées sur les traumatismes, nous nous fondons sur le fait que nous comprenons où se trouvent certains des traumatismes, que nous comprenons où se trouvent les déclencheurs et que nous créons des programmes pour aider à retirer ces choses de la population avec laquelle nous travaillons.

Nous aidons également à éduquer d'autres organismes et organisations de services qui travaillent avec notre communauté sur les différents niveaux de traumatisme qui ont été vécus et nous les aidons à comprendre d'où nous venons, historiquement, afin qu'ils aient une meilleure compréhension de l'origine de certains de ces traumatismes intergénérationnels.

Nous continuons d'essayer de faire avancer les choses pour aider à mettre en place les programmes de guérison nécessaires pour changer les choses.

La sénatrice LaBoucane-Benson : Merci.

La sénatrice Coyle : Merci beaucoup, madame Omeniho. Merci également de nous soutenir au Sénat avec les masques magnifiques que nous avons reçus il y a un certain temps. Ils étaient fabuleux. Je suis heureuse d'avoir l'occasion de vous remercier ici maintenant.

J'étais récemment à la COP 27 et j'ai été extrêmement impressionnée par la qualité des gens de la nation métisse, en particulier les femmes, Les Femmes Michif Otipemisiwak, qui étaient là-bas et par leurs contributions à cette conférence importante sur le climat. Je pense que la conférence sur le climat a eu lieu juste avant votre forum. Ai-je raison?

Mme Omeniho : Oui.

Senator Coyle: You mentioned environment and climate as areas of priority for Les Femmes Michif Otipemisiwak. Could you maybe share with us any of the important inputs that came back into the women's policy forum from COP 27 and what that might be doing in terms of your key areas of priority related to climate? Thank you.

Ms. Omeniho: Thank you. I'm very proud of the people we sent. It's the first time we've had an international presence at COP. In a week or so, they will all be in Montreal at the COP forum there.

For Métis women, it's really important to be a part of the environment. At our policy forum, the conversations are around the importance of protecting water, land and resources. Oftentimes, women are not engaged in the conversations where a lot of the environment is being impacted and affected. We need to be a part of those conversations because it's the women raising the children in those communities that are the most impacted and affected. Without us looking at what climate change is doing, what biodiversity is doing, food sustainability — all those things play key roles in what happens and impacts the lives of Métis women. The women at our policy forum were very excited, and want to be engaged and involved. They were super informative on some of the areas where we need to proceed with environment.

Senator Hartling: Thank you, President Omeniho, for being here with us today. I really appreciate seeing you and hearing from you. I heard from you some time ago.

I've been privileged to sit on the Human Rights Committee and work with Senator Boyer, who you probably know, especially dealing with coerced and forced sterilization of women. Even this weekend, we had another report in Quebec that 22 women had that happen to them.

I like a lot of the things you're saying about your goals. I'm wondering about mental health and physical health and how you will be working on that. Maybe give us more information on what some of the strategies are and some of the areas that you feel need to be addressed.

Ms. Omeniho: Actually, we do try to address the issues of mental health. Even with the forced and coerced sterilization, sexual reproductive health is a very important priority to us. We have worked with Senator Boyer and others to try to address that.

Just a small fact: If we supported HPV programming for everybody, things like cervical cancer would disappear from the face of our earth. It's ridiculous that it's not important enough

La sénatrice Coyle : Vous avez dit que l'environnement et le climat étaient des domaines prioritaires pour Les Femmes Michif Otipemisiwak. Pourriez-vous nous faire part des contributions importantes qui ont été apportées au forum politique des femmes à l'issue de la COP 27 et nous dire ce que cela pourrait faire en ce qui concerne vos domaines prioritaires en matière de climat? Merci.

Mme Omeniho : Merci. Je suis très fière des gens que nous avons envoyés. C'est la première fois que nous avions une présence internationale à la COP. Dans une semaine environ, ils seront tous à Montréal au forum de la COP.

Pour les femmes métisses, il est très important de faire partie de l'environnement. Lors de notre forum sur les politiques, les conversations portent sur l'importance de protéger l'eau, les terres et les ressources. Souvent, les femmes ne participent pas aux conversations qui touchent l'environnement. Nous devons participer à ces conversations, parce que ce sont les femmes qui élèvent les enfants dans les collectivités qui sont les plus touchées. Si nous ne nous penchons pas sur ce que font les changements climatiques, sur ce que fait la biodiversité, sur la durabilité alimentaire... Toutes ces choses jouent un rôle clé dans ce qui se passe et ont des répercussions sur la vie des femmes métisses. Les femmes qui ont participé à notre forum sur les politiques étaient très enthousiastes, et elles veulent participer. Elles ont été très instructives sur certains des domaines dans lesquels nous devons agir en matière d'environnement.

La sénatrice Hartling : Merci, madame Omeniho, d'être ici avec nous aujourd'hui. Je suis très heureuse de vous voir et de vous entendre. J'ai entendu parler de vous il y a quelque temps.

J'ai eu le privilège de siéger au Comité des droits de la personne et de travailler avec la sénatrice Boyer, que vous connaissez probablement, notamment en ce qui concerne la stérilisation forcée et contrainte des femmes. Cette fin de semaine encore, nous avons reçu un autre rapport au Québec indiquant que 22 femmes avaient subi ce sort.

J'aime beaucoup les choses que vous dites à propos de vos objectifs. Je m'interroge sur la santé mentale et la santé physique et sur la façon dont vous allez travailler dans ce domaine. Peut-être pourriez-vous nous donner plus de renseignements sur certaines des stratégies et certains des domaines qui, selon vous, doivent être abordés.

Mme Omeniho : En fait, nous essayons d'aborder les questions de santé mentale. Même avec la stérilisation forcée et contrainte, la santé sexuelle et reproductive est une priorité très importante pour nous. Nous avons travaillé avec la sénatrice Boyer et d'autres pour essayer d'aborder cette question.

Un petit fait : si nous appuyions les programmes de lutte contre le virus du papillome humain, ou VPH, pour tout le monde, des choses comme le cancer du col de l'utérus

that we wouldn't be looking at HPV programming to help support the end of cervical cancer. That's just an aside.

When it comes to things like free, prior and informed consent, the most important area there is in the area of health. It's really important for us to continue to work and push forward on those policies and to try to make sure that we have the right to health. When it comes to mental health, we are only beginning to see the effects of what even COVID-19 has done to the levels of mental health issues that exist within our communities.

I do know that many young women who we've been working with — and I talked to you about the Reach for the Sky project we have where we're trying to develop leadership training programs for young women — have been impacted by COVID. Their levels of anxiety, their ability to be able to cope and their mental wellness are all at risk. We need to find those supports. Things like mental wellness programming are not that readily available to people who are in marginalized communities. Sometimes we have months-long waiting lists for things like psychologists or psychiatrists, or even to get people into the medical services and have a general practitioner, a doctor or a medical clinic understand the issues of mental health. That is not ideal.

The other plug I'm going to tell you — and I know I only have a short time — is that mental wellness and police do not work. Some of our women have ended up dead as a result of mental wellness checks that police services have done. Thank you for the time.

Senator Hartling: Thank you very much.

The Chair: I have a quick question for you, Ms. Omeniho. In your view, why is the development of an oversight committee on missing and murdered Indigenous women and girls necessary? How might it contribute to the implementation of the Calls for Justice?

Ms. Omeniho: Thank you for that. An oversight committee is imperative. It's not just to keep an eye on government and make sure government is doing their job. The oversight committee needs to be a broader thing for all governments, including our Indigenous governments. We need to make sure that there's accountability coming from everybody to effect change.

I'm going to be frank. At this point in time, many things have been said. That is, they're doing this and doing that, but nothing has actually happened or affected any change at the ground level. We need to ensure that resources that are coming and being made available for missing and murdered Indigenous women and girls are not spent building bureaucracies or on administrative things. Rather, we need to ensure resources are spent on actually

disparaîtraient de la surface de la Terre. Il est ridicule que ce ne soit pas assez important pour que nous n'examinions pas les programmes de lutte contre le VPH pour aider à mettre fin au cancer de l'utérus. C'est une petite parenthèse.

En ce qui concerne le consentement préalable, libre et éclairé, le domaine le plus important est celui de la santé. Il est vraiment important pour nous de continuer de travailler et de faire avancer ces politiques et de nous assurer que nous avons le droit à la santé. En ce qui concerne la santé mentale, nous commençons à peine à voir les effets de la COVID-19 sur les niveaux des problèmes de santé mentale qui existent dans nos collectivités.

Je connais de nombreuses jeunes femmes avec lesquelles nous travaillons — et je vous ai parlé du projet Reach for the Sky dans le cadre duquel nous essayons d'élaborer des programmes de formation au leadership pour les jeunes femmes — qui ont été touchées par la COVID. Leur niveau d'anxiété, leur capacité d'adaptation et leur bien-être mental sont tous menacés. Nous devons trouver ces mesures de soutien. Les choses comme les programmes de bien-être mental ne sont pas si facilement accessibles aux personnes qui vivent dans des collectivités marginalisées. Parfois, il y a des listes d'attente de plusieurs mois pour des psychologues ou des psychiatres, ou même pour que les gens puissent accéder aux services médicaux et qu'un généraliste, un médecin ou une clinique médicale comprenne les problèmes de santé mentale. Ce n'est pas l'idéal.

L'autre chose que je vais vous dire — et je sais que je n'ai que peu de temps — c'est que le bien-être mental et la police ne fonctionnent pas. Certaines de nos femmes sont mortes à la suite de vérifications de santé mentale effectuées par les services de police. Merci de votre temps.

La sénatrice Hartling : Merci beaucoup.

Le président : J'ai une brève question pour vous, madame Omeniho. À votre avis, pourquoi la création d'un comité de surveillance sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées est-elle nécessaire? Comment cela pourrait-il contribuer à la mise en œuvre des appels à la justice?

Mme Omeniho : Je vous remercie pour la question. Un comité de surveillance est impératif. Il ne s'agit pas seulement de garder un œil sur le gouvernement et de s'assurer qu'il fait son travail. Le comité de surveillance doit être une chose plus large pour tous les gouvernements, y compris nos gouvernements autochtones. Nous devons nous assurer que tout le monde rend des comptes pour que les choses changent.

Je vais être franche. À ce stade, beaucoup de choses ont été dites. C'est-à-dire qu'ils font ceci et cela, mais rien ne s'est produit ou n'a entraîné de changement sur le terrain. Nous devons veiller à ce que les ressources qui arrivent et qui sont mises à disposition des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées ne soient pas consacrées à la création de bureaucratie ou à des tâches administratives. Nous devons plutôt

affecting change at the ground level, where Métis women and other Indigenous women are.

The Chair: Thank you for that, Ms. Omeniho.

Senator Christmas: I'm also intrigued by your third priority. You talked about developing the leadership of Métis women. You mentioned a specific program that you called Reach for the Sky. Can you elaborate on that program and describe it in more detail?

Ms. Omeniho: The Reach for the Sky program brings in young Métis women. A certain segment of it is land-based learning. A program has been developed through the University of Alberta by Métis women PhDs who have developed a Métis women's leadership and understanding program. They take the curriculum from that program, and they work with and take a program through SaskPolytech. It's a program that helps inspire these young women to further their education.

We have three cohort groups. The first ones are young women who are just coming out of high school. The second cohort are single-parent moms. The third group are people who have some post-secondary, but may have withdrawn. We try to encourage them and support them either to get back into post-secondary or to start building and pushing through some of the glass ceilings, as they call them, to be able to get better leadership.

Women in this country need to do a lot of work — not just Métis women, but all women need to do a lot of work to find what equity and equality truly are. We're just trying to put a few stepping stones on the way to help encourage them to start thinking beyond where they're at right now.

Senator Christmas: Thank you, President Omeniho.

Senator Coyle: Thank you again. On this theme of education, I met a lot of the Métis delegation in Egypt. One of the young women was telling me about her experience of post-secondary education in Denmark, I believe.

The incredible supports, particularly mental health supports, that were in place for the post-secondary students there and the importance of the model that was used there is one that she suggested could be one that we could learn from here at post-secondary institutions in Canada, and she was going to bring them forward. I'm curious whether Les Femmes Michif Otipemisiwak have a relationship with either Universities Canada or other associations of post-secondary institutions, and if you have a plan or have already proceeded with some suggestions and recommendations for those institutions to make

nous assurer que les ressources sont dépensées pour réellement changer les choses sur le terrain, où les femmes métisses et d'autres femmes autochtones se trouvent.

Le président : Merci, madame Omeniho.

Le sénateur Christmas : Je suis également intrigué par votre troisième priorité. Vous avez parlé de développer le leadership des femmes métisses. Vous avez mentionné un programme particulier que vous avez appelé Reach for the Sky. Pouvez-vous élaborer sur ce programme et le décrire plus en détail?

Mme Omeniho : Le programme Reach for the Sky fait appel à de jeunes femmes métisses. Un certain segment du programme consiste en un apprentissage sur le terrain. Un programme a été élaboré par l'Université de l'Alberta par des femmes métisses titulaires d'un doctorat qui ont créé un programme de leadership et de compréhension destiné aux femmes métisses. Elles suivent les cours de ce programme et travaillent avec SaskPolytech pour suivre un programme. C'est un programme qui aide à inspirer ces jeunes femmes à poursuivre leurs études.

Nous avons trois groupes de cohortes. Les premières sont les jeunes femmes qui viennent de terminer leurs études secondaires. La deuxième cohorte est celle des mères monoparentales. Le troisième groupe est celui des personnes qui ont fait des études postsecondaires, mais qui se sont peut-être retirées. Nous essayons de les encourager et de les aider à retourner aux études postsecondaires ou à commencer à construire et à repousser certains des plafonds de verre, comme elles les appellent afin de pouvoir obtenir un meilleur leadership.

Les femmes de ce pays ont beaucoup de travail à faire — pas seulement les femmes métisses, mais toutes les femmes — pour trouver ce que sont vraiment l'équité et l'égalité. Nous essayons simplement de poser quelques jalons sur le chemin pour les encourager à commencer à penser au-delà de ce qu'elles sont en ce moment.

Le sénateur Christmas : Merci, madame Omeniho.

La sénatrice Coyle : Merci encore. Sur ce thème de l'éducation, j'ai rencontré beaucoup de membres de la délégation métisse en Égypte. L'une des jeunes femmes me parlait de son expérience des études postsecondaires au Danemark, je crois.

Elle m'a parlé des mesures de soutien incroyables, en particulier en santé mentale, qui étaient en place pour les étudiants de niveau postsecondaire là-bas et de l'importance du modèle qui y était utilisé. Elle a suggéré que nous pourrions nous inspirer de ce modèle ici, dans les établissements d'enseignement postsecondaire au Canada, et elle allait le présenter. Je suis curieuse de savoir si Les Femmes Michif Otipemisiwak ont une relation avec Universités Canada ou d'autres associations d'établissements postsecondaires et si vous avez un plan ou avez déjà formulé des suggestions et des recommandations pour que

themselves more friendly so that retention and success will be more readily available for young Métis people in those institutions.

Ms. Omeniho: I'm very privileged to know many Métis women who are professors in many of the universities across our Métis motherland, and I'm very proud and honoured to be able to call them my friends. Through them, we have worked on many issues. As many of you may have heard, there is a lot of work being done right now in relation to retention and how challenging it is for some of them to move forward even within their own positions and their own roles, which is another issue that we are working on in relation to leadership.

I take to heart what you said. I believe we need to look at a different way. Even within our Reach program, one of the reasons I believe it's working right now is because we have wraparound supports, which are mental health supports. We have elders working with these young women. We are putting in everything we can to try to make these young women as successful as possible, and I believe that programming needs to be like that.

I can only use my own experiences. I went back to school as a mature student and single parent. The kind of supports that are necessary for you to succeed are more than just paying your tuition and getting a textbook. There is a lot more going on in these people's lives. They need that kind of wraparound support and mental wellness support to be able to succeed in what they are doing. That's why we work so closely with some of our Métis doctorates. We need to show them as an example, and then they can help lead these young women through some of the struggles they have faced so that they can achieve what they have accomplished themselves.

Senator LaBoucane-Benson: You mentioned your research into housing. Housing is such a major issue for Indigenous women in general — having enough shelter, transitional and low-cost housing stock across this country. Do you have any findings that you can share with us in your research about Métis women's experience with housing?

Ms. Omeniho: We actually just finished a report this past year on housing for CMHC from a Métis women's lens. It's on our website. I really encourage you to look at it. It was an amazing report. We are going to do a second version of that because CMHC was really happy with what we were able to do.

ces établissements soient plus conviviaux afin que les jeunes Métis puissent y rester et réussir.

Mme Omeniho : Je suis très privilégiée de connaître de nombreuses femmes métisses qui sont professeures dans de nombreuses universités de notre mère patrie métisse, et je suis très fière et honorée de pouvoir les appeler mes amies. Grâce à elles, nous avons travaillé sur de nombreux dossiers. Comme beaucoup d'entre vous l'ont peut-être entendu, beaucoup de travail est fait en ce moment sur le maintien en poste du personnel et sur la difficulté pour certaines d'entre elles d'aller de l'avant, même dans leur propre poste et dans leur propre rôle, ce qui est une autre question sur laquelle nous travaillons en ce qui concerne le leadership.

Je prends à cœur ce que vous avez dit. Je pense que nous devons voir les choses autrement. Même dans le cadre de notre programme Reach, une des raisons pour lesquelles je crois qu'il fonctionne à l'heure actuelle, c'est que nous avons des mesures de soutien globales, qui sont des mesures de soutien en santé mentale. Nous avons des aînés qui travaillent avec ces jeunes femmes. Nous mettons tout en œuvre pour que ces jeunes femmes réussissent le mieux possible, et je crois que les programmes doivent être conçus de cette façon.

Je ne peux qu'utiliser mes propres expériences. Je suis retournée à l'école en tant qu'élève adulte et cheffe de famille monoparentale. Le genre de soutien dont vous avez besoin pour réussir ne se limite pas à payer vos frais de scolarité et à vous procurer un manuel. Il se passe beaucoup plus de choses dans la vie de ces gens. Ils ont besoin de ce genre de soutien global et de soutien en matière de bien-être mental pour réussir dans ce qu'ils font. C'est pourquoi nous travaillons en étroite collaboration avec certains de nos doctorants métis. Nous devons leur montrer l'exemple, et ils peuvent ensuite aider ces jeunes femmes à surmonter certaines des difficultés auxquelles elles font face afin qu'elles puissent réaliser ce qu'elles ont elles-mêmes accompli.

La sénatrice LaBoucane-Benson : Vous avez mentionné votre recherche sur le logement. Le logement est une question tellement importante pour les femmes autochtones en général : avoir suffisamment de refuges, de logements de transition et de logements à loyer modique partout au pays. Avez-vous des conclusions dont vous pourriez nous faire part dans le cadre de votre recherche sur l'expérience des femmes métisses en matière de logement?

Mme Omeniho : En fait, nous venons de terminer l'an dernier un rapport sur le logement pour la SCHL, du point de vue des femmes métisses. Il se trouve sur notre site Web. Je vous encourage vraiment à y jeter un coup d'œil. C'était un rapport extraordinaire. Nous allons en faire une deuxième version parce que la SCHL était très satisfaite de ce que nous avons pu faire.

Housing for Métis women is extremely challenging. There are not a lot of housing supports. Even social housing programs, for the most part, are non-existent in many places. We have had to create ways to be able to keep people safe. It also makes women vulnerable when it comes to things like violence. We're trying to figure out ways and create supports. We're working on shelter programs, on second-stage transitional programs and are trying to make more housing accessible places for Métis women and their children.

The other thing that we found in our report is that many young Métis women will never be able to afford to own a house unless we build policies and create relationships that are maybe not going to be the standard, normal traditional ways, but ways that women can eventually own their own homes. This will be the first generation — the one that's coming up now — that may not ever be able to own homes because they are just not realistically affordable. They will never have the kind of money they need for a down payment to be able to get a home.

Senator LaBoucane-Benson: I will read the report. Thank you so much.

Senator Coyle: I could have a conversation with you all day long. It's really important work that you are doing.

You mentioned a point about how mental health and police are not a healthy mix. You have also mentioned the issues of overrepresentation in terms of incarcerated women. We know that is the case for all Indigenous women. Could you speak a little more specifically about the incarceration rates of Métis women and anything in particular that leads them to be more susceptible to incarceration, as well as anything in particular that we should be thinking about to prevent this? If you could also address your point, if you would like to go into a little more detail, on that issue of mental health and policing?

Ms. Omeniho: The situation of women's prisons in itself, more than 50% of the women — and I think it's probably closer to 70 or 80% of many of the women's prisons — are Indigenous women, and more than 50% of those are Métis women. Jean Teillet was one of our keynote speakers last week, and she informed us, through some of the historical research she did, that in the mid 1800s, of the women that were imprisoned, 50% of those were Métis women. So nothing much has changed in terms of how easily women become incarcerated.

Le logement pour les femmes métisses est extrêmement difficile. Il n'y a pas beaucoup de mesures de soutien au logement. Même les programmes de logement social, pour la plupart, sont inexistants à bien des endroits. Nous avons dû trouver des moyens d'assurer la sécurité des gens. Cela rend également les femmes vulnérables lorsqu'il s'agit de choses comme la violence. Nous essayons de trouver des moyens et de créer des mesures de soutien. Nous travaillons sur des programmes d'hébergement, des programmes de transition de deuxième étape et nous essayons de rendre plus accessibles les logements pour les femmes métisses et leurs enfants.

L'autre chose que nous avons constatée dans notre rapport, c'est que de nombreuses jeunes femmes métisses n'auront jamais les moyens de posséder une maison, à moins que nous n'élaborions des politiques et que nous ne créions des relations qui ne seront peut-être pas les moyens traditionnels et habituels, mais des moyens qui permettront aux femmes de devenir propriétaires de leur maison. Ce sera la première génération — celle qui arrive maintenant — qui ne pourra jamais être propriétaire d'une maison, parce que cette dernière n'est tout simplement pas abordable de façon réaliste. Ces femmes n'auront jamais l'argent dont elles ont besoin pour faire une mise de fonds et acheter une maison.

La sénatrice LaBoucane-Benson : Je lirai le rapport. Merci beaucoup.

La sénatrice Coyle : Je pourrais avoir une conversation avec vous toute la journée. C'est un travail très important que vous faites.

Vous avez dit que la santé mentale et la police ne sont pas une combinaison saine. Vous avez aussi parlé des questions de la surreprésentation en ce qui concerne les femmes incarcérées. Nous savons que c'est le cas pour toutes les femmes autochtones. Pourriez-vous parler un peu plus en détail des taux d'incarcération des femmes métisses et de ce qui les rend plus susceptibles à l'incarcération, ainsi que de ce à quoi nous devrions penser pour prévenir ce problème? Pourriez-vous également aborder plus en détail ce que vous avez mentionné; la question de la santé mentale et du maintien de l'ordre?

Mme Omeniho : La situation des établissements carcéraux pour femmes en soi... plus de 50 % des femmes — et je pense que c'est probablement plus près de 70 ou 80 % de bon nombre des établissements carcéraux pour femmes — sont des femmes autochtones, et plus de 50 % d'entre elles sont des femmes métisses. Jean Teillet, l'une de nos conférencières principales la semaine dernière, nous a informées, grâce à certaines recherches historiques qu'elle a effectuées, qu'au milieu des années 1800, 50 % des femmes emprisonnées étaient des Métisses. Donc, rien n'a beaucoup changé en ce qui concerne la facilité avec laquelle les femmes sont incarcérées.

One of the things I would like to tell you is that there are laws that make women more vulnerable within the criminal justice system than men. Many women end up in prison because they don't have the resources and supports that they need, they feel that they are in survival mode, they do things that get them in a lot of trouble and then it ends up with them being incarcerated. Once they are within those systems — I'm sure you have all heard this — they compound on each other. It's a cycle of people that end up continually being a part of these systems. I believe that the whole issue of how we deal with people that are incarcerated needs to be looked at and changed. I know Senator Pate has talked about this many times.

I want to share a story with you about a young Métis women that I know who had some mental health issues going on. Her family sent the police in because it is the only resource you have when somebody you know is in trouble and may be suicidal or harming themselves. The only resource you have is police. They sent the police in, they went into her home and the police took her out of her home in handcuffs. She was stark naked. They paraded her through her neighbourhood and put her into a police car. That was their mental wellness check. For anybody who thinks that didn't further impact the mental wellness of that woman, the harm and trauma that it created for her, her children and grandchildren — it was horrific. We know of stories where women have ended up dead because they don't respond well to having police come aggressively into their homes when they are in a mental crisis.

I'm not saying that it's all the police's fault. We need to find a better way to work with people who are struggling with mental wellness issues so that we can support them in a way that's going to benefit them and help reduce the crisis that they are in rather than putting them into the same system that they would put a bank robber.

Senator Hartling: Thank you, Ms. Omeniho, for all your work and leadership. It's really speaking to me.

I worked for many years with women's groups in New Brunswick, and a lot of things you are saying, how many things need to be addressed and the intersectionality of all these issues.

Your goals are really important. I'm just wondering if you can share with the committee more about some of the challenges or barriers to realizing those goals and objectives that you have. What do you think will be some of the challenges that you'll have to face to realize them? Thank you.

Ms. Omeniho: I would tell you that the greatest challenge that I have as President of Les Femmes Michif Otipemisiwak is having enough resources to do the work that we need to do.

L'une des choses que je voudrais vous dire, c'est qu'il existe des lois qui rendent les femmes plus vulnérables que les hommes au sein du système de justice pénale. De nombreuses femmes se retrouvent en prison parce qu'elles n'ont pas les ressources et les mesures de soutien dont elles ont besoin, qu'elles se sentent en mode survie, qu'elles font des choses qui leur causent beaucoup de problèmes et qu'elles finissent par être incarcérées. Une fois qu'elles sont dans ces systèmes — je suis sûre que vous l'avez tous entendu dire —, elles compliquent la situation des autres. C'est un cycle de personnes qui finissent par faire continuellement partie de ces systèmes. Je pense que toute la question de la façon dont nous traitons les personnes incarcérées doit être examinée et modifiée. Je sais que la sénatrice Pate en a parlé à plusieurs reprises.

Je veux vous raconter l'histoire d'une jeune femme métisse que je connais, qui a eu des problèmes de santé mentale. Sa famille a fait appel à la police parce que c'est la seule ressource dont on dispose lorsqu'une personne que l'on connaît est en difficulté et peut être suicidaire ou se faire du mal. La seule ressource que l'on a est la police. Ils ont envoyé la police, les policiers sont entrés dans sa maison et l'ont sortie avec des menottes. Elle était complètement nue. Ils l'ont fait défiler dans son quartier et l'ont mise dans une voiture de police. C'était leur vérification de santé mentale. Pour quiconque pense que cela n'a pas eu d'incidence sur le bien-être mental de cette femme, le tort et le traumatisme que cela a causés pour elle, ses enfants et ses petits-enfants... C'était horrible. Nous connaissons des histoires de femmes qui ont fini par mourir parce qu'elles ne réagissent pas bien à l'intervention policière agressive de la police chez elles lorsqu'elles étaient en crise mentale.

Je ne dis pas que tout est de la faute de la police. Nous devons trouver un meilleur moyen de travailler avec les gens qui sont aux prises avec des problèmes de santé mentale afin de les soutenir d'une manière qui leur sera bénéfique et qui contribuera à réduire la crise dans laquelle ils se trouvent, plutôt que de les placer dans le même système qu'un voleur de banque.

La sénatrice Hartling : Merci, madame Omeniho, de tout votre travail et votre leadership. Cela me touche vraiment.

J'ai travaillé pendant de nombreuses années avec des groupes de femmes au Nouveau-Brunswick, et beaucoup de choses que vous dites... Combien de choses doivent être abordées et l'intersectionnalité de toutes ces questions...

Vos objectifs sont très importants. Je me demande si vous pouvez parler au comité davantage de certains des problèmes ou des obstacles à la réalisation de ces buts et objectifs que vous avez. Selon vous, quels seront certains des défis auxquels vous ferez face pour les réaliser? Merci.

Mme Omeniho : Je vous dirais que mon plus grand défi en tant que présidente de Les Femmes Michif Otipemisiwak est de disposer de suffisamment de ressources pour faire le travail que nous devons faire.

We are not short of things to do or ways to start to address many of those issues. I don't mean just money, by the way. I'm talking about resources, even human resources. It's challenging to find people that are passionate enough about the work that we do to be able to move forward and address many of the issues that we're working on.

I have an amazing team that I work with, but we are a small and mighty team. I have to look for outside contracts and people to work with many of these things. I know I'm not the only one. I believe many of our Métis Nation governments are in the same boat where they are always looking to find resources to help support the work that we want to do. That is my greatest challenge of all in working in many of the areas that we want to work in.

The other challenge that we often face is the reception of governments to be able to hear what we have to say. The issues are real. The facts are real. The process is real. There are times when government doors are open to be able to hear, talk, negotiate and be able to address those things. However, that's not always the case.

We have provincial governments in this country that, quite frankly, would just as soon not know that we exist, much less address any of the policies that they need to look at to change what's happening.

Senator Hartling: Yes, thank you. I imagine there is some burnout there with all the heavy-duty things that you have to do.

Ms. Omeniho: There definitely is. I work hard to try to get my staff and team to be able to address things so that they aren't burnt out.

That is one of the things that we worked with when we did some work around mental wellness. The mental wellness of caregivers and caretakers in these programs is a significant issue because you are dealing with trauma every day. You are trying to take the trauma away. But you can't let your employees take that home because then they need to be healed from the trauma. It's a challenge each and every day.

Senator Christmas: Ms. Omeniho, has the RCMP or municipal police forces reached out to LFMO to try to find a better way to work with Métis women?

Ms. Omeniho: We have built relationships with some RCMP. Not all of them are as receptive and responsive. Some of these various levels of institutions are quite paternalistic and really patronizing. I'm going to be honest — many of them, when they

Nous ne manquons pas de choses à faire ou de moyens pour commencer à régler bon nombre de ces problèmes. Je ne parle pas seulement d'argent, en passant. Je parle de ressources, même de ressources humaines. Il est difficile de trouver des gens assez passionnés par le travail que nous faisons pour pouvoir aller de l'avant et régler bon nombre des problèmes sur lesquels nous travaillons.

Je travaille avec une équipe incroyable, mais nous sommes une équipe petite et puissante. Je dois chercher des contrats et des personnes à l'extérieur pour travailler sur bon nombre de ces questions. Je sais que je ne suis pas la seule. Je pense que bon nombre de nos gouvernements de la nation métisse sont dans le même bateau et cherchent toujours à trouver des ressources pour soutenir le travail que nous voulons faire. C'est le plus grand défi que j'ai à relever en travaillant dans de nombreux domaines où nous voulons travailler.

L'autre défi auquel nous sommes souvent confrontés est l'accueil réservé par les gouvernements à ce que nous avons à dire. Les problèmes sont réels. Les faits sont réels. Le processus aussi. Il y a des moments où les portes des gouvernements sont ouvertes pour pouvoir entendre, parler, négocier et aborder ces questions. Cependant, ce n'est pas toujours le cas.

Nous avons des gouvernements provinciaux dans ce pays qui, très franchement, préféreraient ne pas savoir que nous existons, et encore moins s'occuper des politiques qu'ils doivent examiner pour changer la situation.

La sénatrice Hartling : Oui, merci. J'imagine qu'il y a un certain épuisement professionnel avec toutes les tâches lourdes que vous devez accomplir.

Mme Omeniho : Il y en a certainement. Je travaille fort pour essayer de faire en sorte que mon personnel et mon équipe soient en mesure de régler les problèmes afin qu'ils ne soient pas épuisés.

C'est l'une des choses sur lesquelles nous avons travaillé lorsque nous nous sommes penchées sur le bien-être mental. Le bien-être mental des aidants et des soignants dans ces programmes est une question importante, car on est confronté à des traumatismes tous les jours. Vous essayez de faire disparaître les traumatismes. Mais vous ne pouvez pas laisser vos employées les rapporter à la maison, car elles ont alors besoin d'être guéries des traumatismes. C'est un défi quotidien.

Le sénateur Christmas : Madame Omeniho, la GRC ou les forces de police municipales ont-elles communiqué avec LFMO pour essayer de trouver une meilleure façon de travailler avec les femmes métisses?

Mme Omeniho : Nous avons établi des relations avec certains membres de la GRC. Ils ne sont pas tous aussi réceptifs et réactifs. Certaines de ces institutions sont plutôt paternalistes et vraiment condescendantes. Je vais être honnête : bon nombre

come and approach us, are looking to tick off their check mark. They are not interested in hearing what we have to say.

We do have allies within the police services. I can tell you that people like the chief of police in Saskatoon has definitely been an ally working with missing and murdered Indigenous women and girls. I know that there are some RCMP officers who are in various roles, like within the ethics department, who are really working hard to help open doors and effect change.

However, the issue of many of the police institutions is that there are a lot of years of institutionalization that is going to be a lot bigger than me to change.

Senator Christmas: Is it fair to say that there is only a small minority of police leadership that are responsive? Is that fair to say?

Ms. Omeniho: It is fair to say.

Senator Coyle: Hello again, madam president.

One of the matters that was raised, particularly by some of the young Métis women who were at COP 27 was the issue of the land — not just land-based therapies, et cetera, but actual access to the land, historical rights to access to the land. I'm wondering if Les Femmes Michif Otipemisiwak is involved in that, and if there is anything you could tell us about that?

Ms. Omeniho: This probably is out of my wheelhouse somewhat, I'll be honest with you.

There are places where the rights of land and land access are taking place, but it's with the Métis Nation governments. I know that in some instances, like in northwest Saskatchewan, some of those cases have been going on for many years.

One of the things that I know that used to be available to us, and does not seem to be quite as readily available, is that there used to be Crown lands that we would have access to. Those Crown lands, for the most part, are now part of provincial jurisdictions, and in some of these provincial areas — in many of them, in fact — those Crown lands are being sold off, so we have less access to land availability.

For instance, in some of the national parks where, historically, those were part of the Métis homelands, and there were traditional Métis communities within those homelands — I can use Jasper National Park as an example of that — we don't have access to go, harvest or be a part of those lands because the rules and stipulations around national parks don't give us that accessibility.

d'entre eux, lorsqu'ils viennent nous voir, cherchent à cocher leur case. Ils ne sont pas intéressés à entendre ce que nous avons à dire.

Nous avons des alliés au sein des services de police. Je peux vous dire que des gens comme le chef de police de Saskatoon ont été des alliés dans le travail avec les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées. Je sais qu'il y a des agents de la GRC qui occupent divers rôles, comme au sein du service de l'éthique, et qui travaillent vraiment dur pour aider à ouvrir des portes et à apporter des changements.

Cependant, le problème de bon nombre d'institutions policières, c'est qu'il y a beaucoup d'années d'institutionnalisation que je ne pourrai pas changer.

Le sénateur Christmas : Est-il juste de dire qu'il n'y a qu'une petite minorité de dirigeants de la police qui sont réceptifs? Est-ce juste de dire cela?

Mme Omeniho : C'est juste de le dire.

La sénatrice Coyle : Rebonjour, madame.

L'une des questions qui ont été soulevées, en particulier par certaines des jeunes femmes métisses qui étaient présentes à la COP 27, était la question de la terre, pas seulement les thérapies fondées sur la terre, et cetera, mais l'accès réel à la terre, les droits historiques d'accès à la terre. Je me demande si Les Femmes Michif Otipemisiwak y participent et si vous pouvez nous dire quelque chose à ce sujet?

Mme Omeniho : Je vais être honnête avec vous, c'est probablement un peu hors de mon champ de compétences.

Il y a des endroits où les droits fonciers et l'accès à la terre sont en jeu, mais c'est avec les gouvernements de la nation métisse. Je sais que dans certains cas, comme dans le Nord-Ouest de la Saskatchewan, certaines de ces affaires durent depuis de nombreuses années.

L'une des choses qui, je le sais, étaient autrefois à notre disposition, mais qui ne semblent pas l'être aussi facilement, c'est qu'il y avait autrefois des terres de la Couronne auxquelles nous avions accès. Ces terres de la Couronne, pour la plupart, font maintenant partie des administrations provinciales, et dans certaines de ces régions provinciales — dans beaucoup d'entre elles, en fait —, ces terres de la Couronne sont vendues, de sorte que nous avons moins accès aux terres disponibles.

Par exemple, dans certains des parcs nationaux qui, historiquement, faisaient partie du territoire des Métis, et où il y avait des communautés métisses traditionnelles — je peux citer le parc national Jasper comme exemple —, nous n'avons pas accès à ces terres, nous ne pouvons pas y faire des récoltes ou en faire partie parce que les règles et les stipulations relatives aux parcs nationaux ne nous donnent pas cette accessibilité.

The Chair: I don't see any hands raised.

Thank you, Ms. Omeniho, for joining us today. We really appreciate your testimony. The time for this panel is now complete.

(The committee adjourned.)

Le président : Je ne vois pas de mains levées.

Merci, madame Omeniho, de vous être jointe à nous aujourd'hui. Nous vous sommes vraiment reconnaissants de votre témoignage. Le temps réservé est maintenant écoulé.

(La séance est levée.)
